

n'y avait pas d'université. Il y en a maintenant six. Il n'y avait pas les possibilités d'emploi qu'il y a maintenant.

Lorsque nous parlons de la vérité et des forces historiques, nous parlons de manipulation. Il convient aussi de signaler que la question des Palestiniens joue un rôle important dans le programme politique de certains leaders arabes et palestiniens. Malheureusement, ce sont les jeunes, les vieux et les Palestiniens sans foyer qui sont les grands perdants. Il ne faut pas jeter le blâme sur un côté sans tenir compte des réalités de l'histoire et des circonstances actuelles. Même s'il y a des changements, nous ne devrions pas oublier les alliances qui ont résisté au passage du temps et à tous les défis.

• (2010)

Pour ce qui est de la participation du Canada, je veux d'abord féliciter les hommes et les femmes qui sont actuellement dans le Golfe. Ils sont là au nom du Canada et font symboliquement partie d'une force internationale. Je les salue ce soir parce qu'ils le méritent, parce qu'on ne peut mieux servir son pays qu'en faisant partie de ses forces armées et qu'en étant parmi ceux qui le défendent.

Comme tous les députés au Parlement, je représente aussi des gens qui sont dans les forces armées. Dans la circonscription fédérale de York-Ouest que je représente, il y a 83 de ces Canadiens. Quand on consulte la liste, les noms en disent long sur la grandeur de ce pays qui est le Canada. Qu'il s'appellent Staliano, Ross, Salaw, Rosenberger, Samute ou Sigh, ce sont tous des Canadiens. Quelle que soit leur culture, ils font tous partie des Forces canadiennes, ils viennent de la circonscription de York-Ouest et se trouvent aujourd'hui au Moyen-Orient.

Il faut signaler deux choses au sujet du processus qu'a utilisé le premier ministre pour envoyer les forces armées au Moyen-Orient et dans le Golfe. La première, c'est le malaise qu'a soulevé le départ sans le drapeau des Nations Unies ni l'assentiment de cet organisme. Malgré leur sentiment face à ce que tentait de faire M. Hussein, bien des Canadiens ont été gênés, car ils n'aimaient pas l'idée de perdre leur indépendance sur la scène internationale ni celle de se plier aux volontés du président des États-Unis, lorsque ce dernier a invité notre premier ministre à traverser la frontière.

### *Initiatives ministérielles*

D'après moi, ce malaise découlait du fait qu'on sentait un manque de patience et de robustesse dans l'effort qui devait mener à l'accomplissement d'une mission, dès que celle-ci aurait été approuvée et qu'elle aurait reçu le feu vert pour aller de l'avant sous les auspices des Nations Unies, contrairement à ce qui se passait dans le cas des anciens premiers ministres libéraux quand on faisait appel à eux.

La deuxième chose, c'est que le pays et le Parlement ont été gardés dans l'ignorance totale, comme l'ont dit bon nombre des députés qui m'ont précédé. Regardons ce qu'a fait le président des États-Unis. Il s'est entretenu avec les leaders du Congrès, il s'est adressé à tous les Américains sur les chaînes de télévision nationales, il a tenu des séances d'information quotidiennes pour les médias. Il a même parlé aux journalistes tout en faisant sa partie de golf. Je le mentionne, bien que je n'aime pas particulièrement ce genre de comportement cousu de fil blanc.

Qu'a fait notre premier ministre pendant ce temps? A-t-il discuté avec les partis d'opposition? A-t-il consulté les leaders de l'opposition? A-t-il pris contact avec Radio-Canada et CTV pour essayer de parler à tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays? A-t-il tenu des séances d'information quotidiennes pour les médias, pour qu'au moins, nous soyons au courant des événements?

Je sais qu'il a assisté à un barbecue à Washington. Je sais qu'il a regagné sa résidence et a tout gardé secret. Il a convoqué le ministre de la Défense nationale et a vu le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais il a laissé les Canadiens dans l'obscurité, se demandant où était le Parlement qui doit en principe s'occuper des grands débats nationaux.

Pourquoi le Parlement n'a-t-il pas été rappelé? Aucun débat, aucune discussion, aucune tentative d'en arriver à une résolution exprimant l'opinion politique de la Chambre des communes, aucune intervention sur la scène internationale. Le premier ministre a plutôt essayé de diviser pour régner. Il y a plusieurs années, le premier ministre a qualifié de crise nationale l'arrivée de 174 personnes, un beau jour d'été, sur la côte est. Je dis bien 174 personnes. Nous accueillons 200 000 personnes chaque année, dont 100 000 réfugiés de la mer vietnamiens dans la seule année 1980, et voici que, tout à coup, l'arrivée de 174 personnes déclenchait une crise. Pourquoi avait-il convoqué le Parlement d'urgence sous le faux prétexte d'une crise? Peut-on imaginer une manipulation plus méprisable et plus sournoise? Je n'aurais jamais cru voir cela. Comme le premier ministre perdait